



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

*Unité territoriale du Var
244, Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 – TOULON Cedex 9.*

Nos Réf :D-0870-2016-UT83
N°S3IC : 64-00210_P2
Affaire suivie par : Subdivision 1
ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.88.22.65.40 – Fax : 04.88.22.65.43

Toulon, le 19 octobre 2016

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Directeur

Société Coca-Cola Midi

BP 701
83 030 Toulon Cedex 9

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Coca-Cola Midi à Signes– (83)
Conclusions de la visite d'inspection du 20/09/2016

Référence :

- [0] Code de l'environnement Livre V Titre Ier (ICPE)
- [1] Arrêté préfectoral du 3 février 1997 réglementant le site
- [3] Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression
- [4] Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation
- [4] Votre courriel réponse du 13/10/2016

PJ :7 fiches d'écarts et 1 fiche de remarques

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 20 septembre 2016.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- la situation administrative de l'établissement et plus particulièrement le passage des activités au régime Seveso Seuil Bas,
- la gestion du suivi des contrôles des équipements sous pression (ESP)
- la gestion des produits chimiques présents sur le site
- la gestion des eaux du site (plan de collecte des effluents de toute nature, suivi du traitement des effluents industriels, rejets).

À cette occasion, il est globalement apparu que votre établissement n'est pas exploité totalement dans le respect des prescriptions réglementaires, notamment celles des arrêtés cités en référence relatifs aux prescriptions générales applicables à vos installations.

Suite à cette visite d'inspection, 7 écarts et 9 remarques vous ont été notifiées par l'inspecteur des installations classées. Par courrier visé en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'inspection suite à cette visite :

Écarts à la réglementation relevés : (voir les fiches jointes)

- 2 écarts à la réglementation ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante (écarts n°4 et 5). Ces écarts sont soldés.
- 4 écarts à la réglementation a fait l'objet d'un engagement de votre part (écart n°1, 2, 6 et 7). Ces écarts sont considérés comme levés mais pas soldés.

Les écarts n°1, 2, 6 et 7 seront vérifiés lors d'une prochaine visite d'inspection.

Concernant l'écart n°7, relatif à l'établissement d'un plan des réseaux de collecte des effluents, dès finalisation du plan susvisé, une copie de celui-ci devra être transmise sans délai au service des installations classées.

- 1 écart n'a pas fait l'objet d'une réponse satisfaisante (écart n°3).

Cet écart concerne le plan des ESP transmis et plus précisément les dates échues des visites d'inspection périodiques de 3 équipements. La levée de cet écart doit être réalisée dans les délais proposés par l'inspection sur la fiche d'écart jointe à cette transmission. Les justificatifs devront être transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Remarques particulières relevées : (voir les fiches jointes)

Les remarques n°1 et n°2 ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante de votre part. Par ailleurs, il est pris note des délais proposés pour mener les actions relatives aux remarques résiduelles.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'inspectrice de l'Environnement

Stéphanie GIGLIO



Pour la Directrice Régionale et par délégation
La Responsable de la subdivision 1
de l'Unité Territoriale de Toulon

Marilyne COURTES

